

Facebook: l'impossible déconnexion

Malgré une défiance grandissante, couper le cordon reste difficile, témoignent les adeptes du réseau social

TÉMOIGNAGES

Au début, c'était « tout feu tout flamme ». Une inscription « comme une évidence » pour Thomas D., 23 ans à l'époque, de retour d'un Erasmus d'un an à Madrid. « *Garder contact, abolir les frontières du temps et de l'espace* », voilà la promesse dérivée en 2008 par Facebook pour ce « grand timide » qui n'aurait « jamais osé écrire des mails pour demander des nouvelles ». Sur le réseau social, les photos, les liens, les musiques et anecdotes se partagent « sans arrière-pensée ». « *Tout était plus simple que dans la vie réelle* », raconte celui qui, dix ans plus tard, est devenu commercial pour une entreprise de textile. A l'arrêt de bus, entre deux rendez-vous, à la pause déjeuner... « *J'y passais au moins trois heures par jour* », avoue le trentenaire.

Ce sentiment de « facilité sociale » s'abîme pourtant au fil des ans. Le « côté voyeuriste » prend le pas « sur la maîtrise des débats », dit cet ancien étudiant en langues étrangères. Très vite, on s'affiche. Thomas D. masque certains de ses « amis » et « leurs excès dego pathétiques ». « *On grandit, on change* », résume pudiquement Thomas D.

Et puis, « la plate-forme devient fréquente de tous », se rappelle celui qui voit « débarquer des gens que je n'avais vraiment pas envie d'y voir ». Mais ce n'est pas tant Facebook que le jeune homme critique alors : ce n'était « que de la nostalgie de notre jeunesse, d'un certain entre-soi », résume-t-il.

En 2016 apparaissent « les premiers doutes sérieux ». Après une réunion de travail à Milan, Facebook lui propose de noter les lieux

Le régulateur américain du commerce ouvre une enquête

La Commission fédérale du commerce (FTC) américaine a confirmé, lundi 26 mars, qu'elle avait ouvert une enquête sur la protection des données privées par Facebook, suite au scandale Cambridge Analytica. Cette commission, chargée de la protection du consommateur aux Etats-Unis et donc de ses données personnelles, va chercher à vérifier si les termes d'un accord noué avec le réseau social en 2011 au sujet de la vie privée de ses utilisateurs n'a pas été enfreint. Cela exposerait Facebook à d'importantes amendes : 40000 dollars (32000 euros) par infraction.

Comment Cambridge Analytica a joué un rôle dans le Brexit

Christopher Wylie accuse l'entreprise britannique d'avoir utilisé les données Facebook de millions d'individus pour manipuler des scrutins

LONDRES - correspondance

Un mois après avoir été embauché, en juin 2013, par l'entreprise britannique qui allait devenir Cambridge Analytica, Christopher Wylie a compris qu'il ne s'agissait peut-être pas d'une société comme les autres. « *Mon poste de directeur de la recherche était vacant parce que mon prédécesseur était mort dans des conditions inexpliquées dans sa chambre d'hôtel à Nairobi, alors sa charrue était pour Uhuru Kenyatta l'actuel président du Kenya* », explique-t-il.

Le Canadien, génie de l'informatique, alors âgé de 24 ans, a progressivement découvert qu'il travaillait pour une firme qui siphonnait les données personnelles de millions de personnes sur Facebook et qu'il avait comme vrai patron un certain Stephen Bannon. Lequel cherchait à manipuler les élections à travers le monde et poussait sur Internet les théories du complot pour développer l'« *alt-right* », la droite alternative.

« **Sous prétexte que l'Facebook est] ludique, nous avons autorisé une société où tous nos faits et gestes sont connus** »

BRAHIM T.

fréquentés dans la journée. Les profils des personnes rencontrées lui sont suggérés comme « amis ». « *J'ai compris que c'était Facebook qui me nourrissait, et que je me laissais faire passivement* », raconte le cadre.

Thomas D. ralentit sa fréquence de connexion. Les polémiques sur l'utilisation des données personnelles se font plus audibles, à la faveur notamment de la campagne présidentielle américaine, puis du Brexit. « *Avant, ce n'était qu'un petit groupe marginal qui mettait en garde, ils passaient pour des illuminés* », reconnaît Thomas D. Le Tounganeu se retire des pages qu'il a « aimées » par le passé, et renforce drastiquement ses paramètres de sécurité.

« **Trop envahissant** »

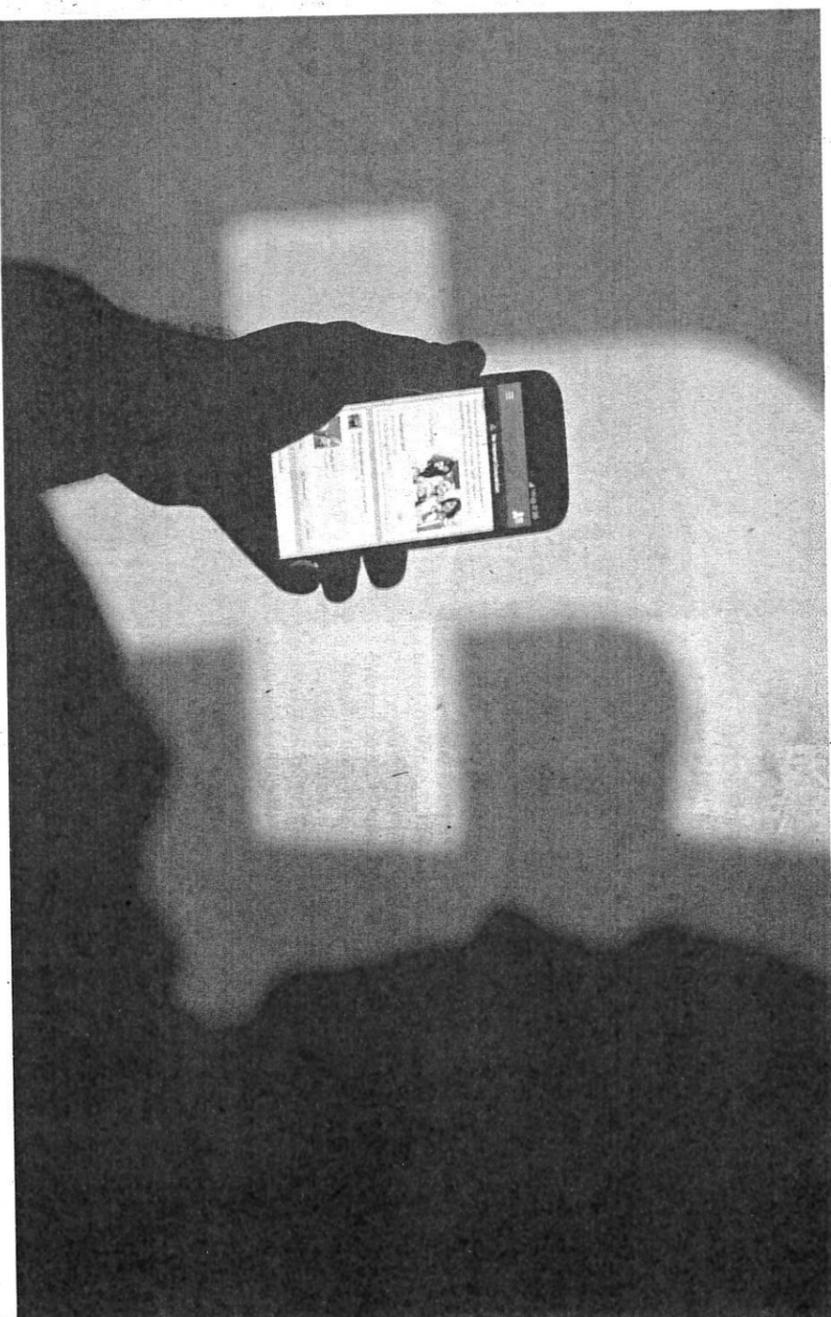
Puis vient la « dernière question logique du processus » : pourquoi garder un compte ? Après les premières révélations du scandale Cambridge Analytica, Thomas D. a choisi de supprimer son profil. « *Fatigué d'un prétexte depuis longtemps pour en finir* », dit-il, bien conscient de parler du réseau fondé par Mark Zuckerberg comme « *d'un couple* ». « *Il est devenu aujourd'hui, trop envahis-*

sant », conclut celui qui se dit heurés d'avoir fait ce « *grand saut dans le vide* ».

Comme Thomas D., des milliers d'internautes ont indiqué ces derniers jours vouloir quitter le réseau social aux 2 milliards de profils. Ironiquement, c'est souvent sur la plate-forme concurrente Twitter que les utilisateurs ont signalé leur départ, sous le hashtag #deletefacebook (@efacebook). Un mouvement populaire notamment par le PDG de Tesla, Elon Musk, ou encore par Brian Acton, cofondateur de WhatsApp, l'application rachetée à prix d'or par Facebook en 2014. Si l'initiative reste marginale, elle témoigne là d'une défiance grandissante envers l'entreprise américaine. « *Que Facebook, devenu une entité si puissante, ne reconnaisse pas qu'il a une responsabilité sociale, ça me fait peur* », résume Thibaut J., étudiant en histoire de 23 ans. Mais quitter Facebook, ce n'est « pas seulement trois clics et c'est fini », reconnaît-il.

sidentielle américaine et le vote en faveur du Brexit au Royaume-Uni. Après avoir quitté l'entreprise fin 2014, M. Wylie a décidé de révéler tout ce qu'il savait. « *On ne peut pas défaire ce qui a été fait, mais il faut alerter* », indique-t-il dans un entretien avec huit journaux européens, dont *Le Monde*. A l'écouter, le scandale qu'il dénonce présente un parallèle avec celui qu'Edward Snowden a mis au jour en 2013. L'Américain avait montré comment les agences de renseignement, notamment la NSA (National Security Agency) ou son équivalent britannique, le Government Communications Headquarters (GCHQ), utilisaient Internet pour mettre en place une surveillance de masse de leurs citoyens. « *Mais les NSA ou GCHQ sont encadrés, alors que les entreprises privées peuvent collecter des données sur les citoyens comme elles le veulent* ».

Pour lui, les données personnelles, qui s'accumulent à vitesse exponentielle, sont « *la nouvelle électricité* » du XXI^e siècle. Quelques



Le réseau social comptait, en 2017, 2 milliards d'utilisateurs actifs, dont 33 millions en France. DADO RUWIC/REUTERS

Comme lui, de nombreux utilisateurs ont expliqué, dans un appel à témoignages lancé sur *Le Monde.fr*, pourquoi quitter Facebook reste difficile. Beaucoup racontent comment le réseau social, créé en 2004, s'est imposé comme « un outil incontournable », notamment au niveau professionnel. En partit, c'est « *prendre le risque de se couper du monde* », reconnaît Thibaut J.

Attachée de presse pour une petite salle de concert, à Lyon, Julie D. ne peut pas travailler sans Facebook. « *Tous les contacts avec les artistes, tout le travail de veille passent par les pages* », explique-t-elle. « *Facebook reste le plus grand facilitateur de contacts* », dit cette femme de 39 ans, qui « ne sait pas mobiliser le public sans ». En attendant, elle a trouvé son compromis : « *Plus rien de personnel, je n'ai plus confiance* ».

Certains ont choisi plutôt de « faire évoluer leur utilisation Facebook », Sarah Briand dit « savoir utiliser le réseau en fonction de

tailles de plus de 50 millions de personnes, formant le trésor de base de l'entreprise.

C'est alors qu'arrive Robert Mercer et Stephen Bannon. Le premier est un milliardaire américain qui a fait fortune grâce aux algorithmes utilisés sur les marchés financiers. Le second s'est fait connaître avec Breitbart News, un site d'information proche de l'extrême droite. Il deviendra ensuite l'éminence grise de Donald Trump, avant la rupture entre les deux hommes.

Objectif : « changer la culture »
M. Wylie aide à créer Cambridge Analytica pour en faire une filiale de l'entreprise. Il fait pour cela appel à un professeur de l'université de Cambridge, Aleksandr Kogan, un neuroscientifique qui met au point un petit quiz sur Facebook qui permet d'évaluer le profil psychologique de ceux qui le remplissent. L'application est très populaire et 270 000 personnes l'utilisent. Mais elle donne subrepticement l'autorisation de télécharger les données de tous leurs « amis » sur Facebook. Cambridge Analy-

[ses] besoins ». De ce réseau où « on trouve tout et n'importe quoi, des petites annonces aux choses les plus dégoûtantes de notre société », Sarah Briand partira quand « l'équilibre entre les avantages et les inconvénients basculera ».

« *Toute chose contient une part de négatif* », résume-t-elle. Brahim T. avoue, lui, une « *forme d'hypocrisie* ». « *Dans le fond, je sais que ce n'est pas bon, mais je n'arrive pas à couper le cordon* », reconnaît cet ingénieur en aéronautique de 44 ans. « *Quand c'est gratuit, c'est à l'envi*. Depuis six mois, Brahim T. utilise un pseudonyme sur le réseau social. Ce père de famille reconnaît « *flipper sans vraiment comprendre concrètement pourquoi* ». « *Tout ça est tellement irréel* », lâche-t-il, inquiet.

Pourtant, il n'oublie pas non plus « *les bonnes choses créées par le réseau* ». Les nuits blanches passées à suivre, en 2011, la révolution de jasmin tunisienne, pour ce petit-fils d'immigré qui a

Les deux Américains utilisent Cambridge Analytica pour travailler en profondeur. Ils surveillent les théories du complot qui circulent, pour les amplifier et les diriger vers les gens qu'ils savent sensibles à ces théories. « *Ensuite, ces personnes voyaient ce genre d'information sur Facebook, mais rien de tout cela en regardant CNN ou les médias traditionnels. Et ils se disaient : pourquoi CNN me cache-t-elle des choses ?* »

Bien plus tard, Donald Trump a recruté Cambridge Analytica pour sa campagne numérique. Et du côté du Brexit, la société a travaillé gratuitement pendant quelques semaines auprès de Leave.eu, l'un des organismes faisant campagne pour une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Pour M. Wylie, les agissements de Cambridge Analytica ont pipé les dés de la démocratie. Beaucoup d'experts mettent en doute cette idée. Après tout, l'influence d'une chaîne d'information comme Fox News aux Etats-Unis ou la campagne anti-européenne menée par le *Daily Mail* et le *Sun* depuis trente

ment eu une influence profonde dans ces élections. Facebook n'est pas le seul facteur.

Dominic Cummings, qui dirigeait Vote Leave, estime que l'argument de M. Wylie est une sorte de théorie du complot des anti-Brexiters. « *Leur fantasme est que le référendum a été perdu parce que (...) les "fake news" et Facebook dignorants qui ne comprennent pas la réalité. (...) Ce fantasme est plus pratique que de reconnaître que leur campagne a été perdue du pouvoir et de largent au monde étaient de leur côté* ».

M. Wylie reste convaincu que l'influence de Cambridge Analytica a été déterminante. Mais il ajoute un argument plus large. « *Son athlète gagne les Jeux olympiques en se dopant, on peut toujours dire qu'il aurait gagné même sans se doper. Reste qu'on lui enlève quand même sa médaille, parce que ça remet en cause l'intégrité de tout le processus* ». Pour lui, réguler Facebook et les réseaux sociaux est la seule solution. ■

CHARLOTTE CHABAS